

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 18 décembre 2024

Références : DREAL/2024D/9748
Code AIOT : 0100282613

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 6 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIACOMIN Olindo

24 Route D933N
Lapeyrade
40240 Losse

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 décembre 2024 de l'établissement exploité par Monsieur Olindo GIACOMIN et implanté au 24 route D933N, Lapeyrade, sur la commune de Losse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

GIACOMIN Olindo
24 Route D933N Lapeyrade - 40240 Losse
Code AIOT : 0100282613
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Suite à un signalement de gendarmerie, une inspection des parcelles de M. GIACOMIN à Lapeyrade sur la commune de Losse a été menée pour vérifier la situation administrative du site.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative Déchets présents | Code de l'environnement Articles L. 512-1 et L. 512-7 | Mise en demeure, dépôt de dossier | 3 mois |
| 2 | Situation administrative Agrément centre VHU | Code de l'environnement Article R. 543-155-7 | Mise en demeure, dépôt de dossier | 3 mois |

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté la présence d'activités illégales de centre VHU, entreposage de ferrailles et autres déchets non dangereux et entreposage de déchets dangereux.

Un projet de mise en demeure d'évacuation des déchets présents et de remise en état des parcelles est proposé à Madame la Préfète.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Déchets présents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement, Articles L. 512-1 et L. 512-7 |
| Thème(s) : Situation administrative, Quantités de déchets présents sur site |

Prescription contrôlée :Article L. 512-1 du Code de l'environnement

Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre I^{er}.

Article L. 512-7 du Code de l'environnement

I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.

Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection des parcelles F 384 et F 385, il a été constaté la présence des déchets suivants, disséminés sur environ 20 000 m² de terrain :

- 26 voitures qui peuvent être qualifiées hors d'usage (état du véhicule, végétation envahissante, défaut de contrôle technique et d'assurance en particulier),
- 7 véhicules utilitaires hors d'usage,
- 3 engins de TP hors d'usage,
- 12 tracteurs hors d'usage,
- 3 cyclomoteurs hors d'usage,
- 4 tondeuses thermiques hors d'usage,
- 3 chariots-élévateurs hors d'usage,
- 3 caravanes hors d'usage,
- 8 remorques + 1 benne remorque,
- de nombreuses pièces de mécaniques (moteurs, boîtes de vitesses, châssis et trains-roulants) et de carrosserie, en particulier sur une zone à l'Ouest de la maison d'habitation et qui semble servir pour la dépollution et le démontage des véhicules (nombreuses traces de pollution des sols, bac pour filtres à huiles, tas de moteurs, tas de disques de freins, etc.). Rien n'est abrité,
- plusieurs tas de briques, tuiles, bois (y compris de déconstruction), ferrailles sont présents un peu partout sur le site, la plupart étant recouvert de plaques de fibrociment,
- un tas d'appareils électroménagers hors d'usage, dont des réfrigérateurs où les moteurs et circuits cuivre sont récupérés sans collecte du gaz à l'intérieur, d'anciens téléviseurs, ordinateurs, etc.,
- quelques bouteilles de gaz,
- 2 bacs de batteries usagées sans aucune protection, donc une ouverte,
- de nombreux bidons pleins de liquides de types huiles ou essence,
- des déchets non dangereux en mélange un peu partout
- une zone à l'arrière de la maison comprenant une chaudière à bois en fonctionnement mais avec beaucoup de suie au sol et liquide noir qui coule de la cheminée (sue lixiviée ou goudron de pin ?).

Il est à noter que le ruisseau de Lapeyrade s'écoule à l'Est et au Sud de ces parcelles. Par ailleurs, le propriétaire a indiqué que la retenue d'eau constatée avait été créée dans les années 80 pour l'arrosage de ses parcelles cultivées.

Concernant la parcelle F 591, il a été constaté la présence de tas de gravats et de branches que le propriétaire entasse à cet endroit suite à ses travaux d'élagage.

Ces différents constats caractérisent des activités, sans les autorisations préfectorales et agrément requis :

- d'entreposage et démontage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712),
- d'entreposage de ferrailles (rubrique 2713),
- d'entreposage de déchets dangereux (rubrique 2718).

D'après les documents d'urbanisme en vigueur, la zone est classée N et soumise au risque d'incendie de forêt. Par conséquent, aucune activité ICPE n'est autorisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'évacuer l'ensemble des véhicules hors d'usage et autres déchets dangereux et non dangereux présents sur les parcelles F 384, F 385 et F 591 et de transmettre un dossier de cessation d'activité ICPE dans un délai de trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Situation administrative - Agrément centre VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article R. 543-155-7

Thème(s) : Situation administrative, Agrément centre VHU

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage relevant du a du 1° de l'article R. 543-154, ou des cyclomoteurs à trois roues hors d'usage, doit en outre être agréé à cet effet.

Constats :

Aucun agrément préfectoral n'a été accordé à M. GIACOMIN pour l'entreposage et le démontage de VHU.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois